

EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations de la Communauté de communes de la *Châtaigneraie cantalienne*
Siège : Maison France Services - Saint-Mamet la Salvetat 15220

Séance du 21 mars 2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt et un mars, à 18 heures, le Conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Puycapel, sous la présidence de Monsieur Michel TEYSSÉDOU, Président.

Nombre de conseillers	Présents
En exercice : 69	M. Cabanes, D. Beaudrey, P. Rouquier, M. Castanier, L. Césano, A. Gasquet, C. Prat,
Présents : 53	C. Guy, C. Delmas, A. Vours, C. Rouet, J.-L. Fresquet, C. Froment, P. Malvezin,
Votants : 62	P. Audissergues, A. Plantecoste, L. Picarougne, C. Montin, F. Morelle, C. Fel, I. Lemaire,
Date de la convocation	V. Descoeur, G. Troupel, J.-L. Loison, M. Teyssedou, D. Ernest, F. Limousin,
13 mars 2024	F. Danemans, M. Lavaissière, A. Gimenez, N. Sallard, A. Seriès, J. Cabannes, C. Hochart,
Date d'affichage	C. Lacarrière, D. Vieyres, S. Fontanel, P. Giraud, M. Fel, F. Labrunie, D. Sabot,
22 mars 2024	M. Canches, C. Fialon, C. Faure, J. Gaillac, J.-L. Broussal, R. Condamine, M. Teyssou,
	L. Périer, G. Mespoulhes, G. Marquet, J.-L. Recoussines, M.-P. Bouquier

Excusé(s) : G. Picarougne, G. Domergue, A. Richard, G. Méral, A. Espalieu, D. Brousse, J. Laporte
Représenté(s) : C. Robert par S. Fontanel
Pouvoirs : M. Goutel à M. Fel ; P. Lavergne à C. Fel ; A. Forestier Gramond à F. Morelle ; A. Gaston à N. Sallard ; F. Charreire à C. Hochart ; M. Veyrines à J. Cabannes ; F. Barrière à F. Danemans ; E. Février à C. Fialon ; F. Angelvy à L. Périer

Secrétaire de séance : Clément Rouet

DE2024-016 – PLUi du Pays de Montsalvy : prescription et modalités de concertation de la révision allégée n°5

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 153-34 et L.103-2 au L.103-6,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Montsalvy approuvé le 17 février 2020, modifié le 19 octobre 2020, révisé le
- Vu l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2016 modifiant les statuts de la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne, par mention de la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale,
- Vu la délibération de la Communauté de communes du Pays de Montsalvy en date du 2 mars 2015 prescrivant l'élaboration du projet de PLUi du Pays de Montsalvy,
- Vu la délibération n°2017-041 du Conseil communautaire en date du 13 février 2017 approuvant la poursuite de la procédure d'élaboration du PLUi de l'ancienne Communauté de communes du Pays de Montsalvy,
- Vu la délibération n°2017-191 du Conseil communautaire en date du 28 août 2017 portant débat sur le PADD du PLUi du Pays de Montsalvy,
- Considérant les orientations du PADD du PLUi du Pays de Montsalvy :
 - Inscrire le projet de la Communauté de Communes du Pays de Montsalvy dans le cadre d'enjeux territoriaux élargis
 - Poursuivre un développement équilibré et homogène du territoire en fonction des caractéristiques locales
 - Favoriser l'attractivité du territoire par une qualité d'accueil mettant en avant le niveau d'équipements et la diversification de l'offre de logements
 - Préserver et valoriser la qualité du cadre de vie

Accusé de réception en préfecture
015-200066678-20240321-DEL2024-016-DE
Date de télétransmission : 03/04/2024
Date de réception préfecture : 03/04/2024

- Développer une économie du territoire diversifiée et encourageant les synergies locales
- Développer la production d'énergie renouvelable sur le territoire et limiter la consommation d'énergie – Inscrire le PLUi dans le cadre du dispositif TEPCV (Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte)

Monsieur le Vice-président en charge de l'Urbanisme expose que, conformément à l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, le PLUi fait l'objet d'une révision allégée lorsque l'EPCI « *a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables* ».

Dans ce cas, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

La révision allégée n°5 du PLUi du Pays de Montsalvy a pour objectif la création d'un STECAL au lieudit Le Don, sur la commune de Sénezergues, en vue d'autoriser la construction d'un abri pour le stockage du bois.

Considérant que l'objet unique de la révision n'entraîne aucune remise en cause du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), Monsieur le Vice-président propose en conséquence, une révision allégée du PLUi.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **PRESCRIT** la révision allégée n°5 du PLUi du Pays de Montsalvy avec pour objectif :

- de permettre la création d'un STECAL au lieudit Le Don, sur la commune de Sénezergues, en vue d'autoriser la construction d'un abri pour le stockage du bois. Un secteur spécifique sera créé au sein d'une zone naturelle pour y accueillir ce projet. Celui-ci relève de l'intérêt collectif en ce qu'il est rattaché au site historique de la poterie du Don, qui a besoin de cette nouvelle construction pour pérenniser une part de son activité sur le territoire de la Communauté de communes

- **APPROUVE** les objectifs ainsi développés selon l'exposé des motifs et le contenu détaillés ci-dessus ;

- **DEFINIT**, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme, les modalités de concertations suivantes qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :

- Diffusion dans un journal
- Diffusion sur les sites internet de la commune et de la Communauté de communes

- **DONNE** délégation à Monsieur le Président pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la révision allégée n°5 du PLUi ;

- **DIT** que le projet de révision allégée n°5 du PLUi du Pays de Montsalvy sera soumis à l'avis de la CDPENAF, au titre de l'article L.151-12 du code de l'urbanisme ;

- **ASSOCIE** les personnes publiques mentionnées aux articles L.123-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;

- **CONSULTE** au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13.

Conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- à Monsieur le Préfet du Cantal
- au Président du Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes
- au Président du Conseil Départemental du Cantal

<p>Accusé de réception en préfecture 015-200066678-20240321-DEL2024-016-DE Date de télétransmission : 03/04/2024 Date de réception préfecture : 03/04/2024</p>

- aux Présidents des Chambres de commerce et d'industrie, de métiers et de l'artisanat et d'agriculture du Cantal
- au Président du Syndicat mixte du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie

Conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet, d'un affichage en mairie de Sénezergues et au siège de la Communauté de communes durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Au registre suivent les signatures des membres présents,
Pour copie certifiée conforme,
ST-MAMET LA SALVETAT, le 22 mars 2024

Le Président,
Michel TEYSSÉDOU



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative, précisément en 1er ressort devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publicité.

Accusé de réception en préfecture
015-200066678-20240321-DEL2024-016-DE
Date de télétransmission : 03/04/2024
Date de réception préfecture : 03/04/2024